



DÉCLARATION DE LA CGT EDUC'ACTION

A la CAPA des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation du 2nd degré de l'académie de Dijon

Dijon, le 12 février 2024

Depuis le début du premier mandat du président Macron et la nomination de M. Blanquer comme ministre de l'Éducation Nationale, le sentiment de déclassement et de perte de sens dans nos métiers s'est accéléré. Depuis 2017 en effet, nous avons assisté, à une succession folle de « réformes », et d'annonces, que nous jugeons inefficaces, voire contre-productives, non financées la plupart du temps et jamais évaluées objectivement. Depuis 2017 donc, la stabilité et la sérénité dont les élèves et les personnels ont besoin pour travailler efficacement ont complètement disparu du paysage éducatif. À titre d'illustration, rappelons qu'il n'y a pas eu deux bacs identiques depuis 2019, et cela continuera avec la session 2024 au moins.

Lors de sa conférence de presse du mardi 17 janvier, Emmanuel Macron nous a repassé le film en noir et blanc d'une École issue d'un passé fantasmé, où l'immense majorité des élèves n'allait pas jusqu'au bac. Justifier la généralisation du port de l'uniforme au prétexte d'une recherche d'Égalité ne tient pas la route alors que l'expérimentation n'a même pas encore commencé et que personne n'en connaît les objectifs. Les sommes qui seront allouées pour cette opération devraient plutôt être mobilisées pour des mesures, bien plus urgentes, en particulier quand les personnels se plaignent, à raison, de manque de moyens. La CGT éduc'action s'opposera aux expérimentations du port de l'uniforme ou d'une tenue unique.

Les annonces du président, dont certaines comme l'apprentissage de la Marseillaise ou les cérémonies de remise de diplôme existent déjà et n'ont pas convaincu les personnels, pas plus que celles du Choc des savoirs censées répondre aux résultats inquiétant de l'étude PISA 2023.

- Aucune mesure pour réduire les inégalités de réussite scolaire alors qu'elles sont dans notre pays les plus dictées par l'appartenance sociale.
- Aucune remise en cause de l'échec des mesures pour le collège de JM Blanquer depuis 2017.
- Aucune perspective d'amélioration de l'attractivité de nos métiers alors que l'on assiste à une hausse inédite du nombre de chefs d'établissement signalant un manque d'enseignants.
- Aucune prise en compte du climat scolaire dégradé signalé par les élèves eux même
- Aucune politique en direction des familles, alors qu'un nombre important de parents ne suit plus la scolarité de leurs enfants.

A présent que les DHG sont discutées dans les établissements, les personnels voient bien encore une fois, qu'ils et elles devront se débrouiller sans moyens pour mettre en œuvre des mesures auxquelles ils-elles ne croient pas. La mise en place des groupes de niveaux en Français et en Mathématiques se

fait au détriment des marges d'organisation dans les collèges, au détriment des dédoublements en sciences expérimentales ou en langues vivantes. La CGT Educ'action estime, de plus, que la logique à l'œuvre dans ces groupes de niveau accentuera les inégalités de notre système éducatif et le rendra encore plus sélectif qu'il ne l'est malheureusement déjà.

Lors de sa conférence presse du 24 janvier, le recteur de l'académie de Dijon a annoncé la prochaine mise en place dans notre académie de 90 pôles d'appui à la scolarisation (PAS) résultant de la transformation des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL). Que cet élément de la loi ait été censuré par le conseil constitutionnel en décembre dernier ne semble pas concerner notre académie...

M. le recteur a aussi annoncé l'ouverture d'une classe prépa-lycée dans chacun des départements pour accueillir les élèves en échec du DNB. Reste à savoir avec quels personnels, quels moyens... mais également quels élèves ? A l'image de toute la politique éducative derrière le « choc des savoirs » et le retour aux fondamentaux, les grilles horaires présentées lors du dernier CSE seront pour des élèves en difficulté scolaire plus proche du gavage d'oie que de la pédagogie.

Au final, ce que l'on peut retenir de cette conférence de presse, c'est qu'il n'y a pas que les enseignants qui devront improviser avec les moyens du bord pour sauver les apparences. Nous plaignons sincèrement tous les personnels encadrants, jusqu'à la nouvelle ministre de l'éducation nationale, qui devront faire respecter la parole de messieurs Macron et Attal, à rebours de ce qu'ils ont défendu pendant des années.

A propos des « rendez vous carrière : Cette année encore, nous déplorons que ces moments prétendent évaluer l'ensemble de la carrière de nos collègues alors qu'ils se focalisent bien souvent sur l'année en cours. Dans les dossiers qui nous sont présentés ce jour, nous ne comprenons pas pourquoi certains recours gracieux n'ont pas été accordés. Ce dispositif est opaque et anxiogène, en particulier pour le 3eme RDV dont les avis ont vocation à perdurer tout au long d'une carrière dont on nous promet l'allongement.

La CGT revendique un déroulement de carrière déconnecté de toute évaluation professionnelle.

Vous le comprenez les raisons sont nombreuses pour que la CGT Educ'action se tienne aux cotés de tous les personnels qui décideront de se mobiliser pour défendre leurs conditions de travail en dehors des appels intersyndicaux nationaux, mais aussi à l'occasion de la journée de lutte pour de droits des femmes le 8 mars, et le 19 mars avec toute la fonction publique.